



CHAPITRE 50

Loi modifiant la Loi de la
Commission municipale

[Sanctionnée le 19 juillet 1977]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 170, a. 5,
mod. **1.** L'article 5 de la Loi de la Commission municipale (Statuts refondus, 1964, chapitre 170), modifié par l'article 2 du chapitre 49 des lois de 1968, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, du mot « nomination; » par ce qui suit: « nomination ou, le cas échéant, jusqu'à ce qu'il atteigne l'âge de la retraite obligatoire prévu par le Régime de retraite des fonctionnaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 14) ou par le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (1973, chapitre 12); ».

Id., a. 24,
mod. **2.** L'article 24 de ladite loi, remplacé par l'article 4 du chapitre 65 des lois de 1975, est modifié par le remplacement du paragraphe 7 par le suivant:

Membres
du Conseil
déclarés
inhabiles. « 7. Peut être déclaré inhabile à exercer une charge municipale pendant deux ans et tenu personnellement responsable envers la corporation municipale de toute perte ou dommage subi par elle, le membre d'un conseil qui, sciemment, par son vote ou autrement, autorise la corporation municipale à con-

CHAPTER 50

An Act to amend the
Municipal Commission Act

[Assented to 19 July 1977]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 5 of the Municipal Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 170), amended by section 2 of chapter 49 of the statutes of 1968, is again amended by replacing the word "appointment," in the third line by the following: "appointment or, if such is the case, until he reaches compulsory retirement age as provided for in the Civil Service Superannuation Plan (Revised Statutes, 1964, chapter 14) or in the Government and Public Employees Retirement Plan (1973, chapter 12);".

2. Section 24 of the said act, replaced by section 4 of chapter 65 of the statutes of 1975, is amended by replacing subsection 7 by the following:

"(7) A member of the council who knowingly, by his vote or otherwise, authorizes the municipal corporation to contract, or contracts himself on behalf of the latter a temporary loan unapproved by the Commission when such approval is required, or a temporary loan amounting to more than the author-

Id., s. 24,
am.
Disqualifi-
cation for
failure
to comply.

tracter, ou contracte au nom de celle-ci, un emprunt temporaire non revêtu de l'approbation de la Commission lorsque telle approbation est requise, ou un emprunt temporaire d'un montant excédant les limites permises.

Responsabilité solidaire, etc. La responsabilité prévue au premier alinéa est solidaire et elle s'applique à tout fonctionnaire de la corporation municipale qui, sciemment, est partie à l'acte illégal.

Poursuite. La poursuite en déclaration d'incapacité s'exerce conformément aux articles 838 à 843 du Code de procédure civile; celle en réparation de perte ou de dommage, par action ordinaire. Tout contribuable peut exercer ces recours. »

S.R., c. 170, a. 25, mod. **3.** L'article 25 de ladite loi, modifié par l'article 6 du chapitre 55 des lois de 1965 (1^{re} session) et par l'article 5 du chapitre 65 des lois de 1975, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement, dans la troisième ligne du deuxième alinéa, du mot « approuvée » par les mots « autorisée au préalable »;

b) par le remplacement, dans les neuvième et dixième lignes du troisième alinéa, du mot « municipalité » par les mots « corporation municipale ».

Id., a. 43b, remp. **4.** L'article 43b de ladite loi, édicté par l'article 5 du chapitre 49 des lois de 1968 et remplacé par l'article 7 du chapitre 65 des lois de 1975, est de nouveau remplacé par le suivant:

Municipalité assujettie au contrôle de la Commission. « **43c.** Les dispositions de la présente loi applicables à une municipalité déclarée en défaut en vertu de la section v s'appliquent, *mutatis mutandis*, à toute municipalité assujettie au contrôle de la Commission en vertu de la présente section ou en vertu de toute autre

ized limit, may be declared disqualified to hold any municipal office for two years and may be held personally liable to the municipal corporation for any loss or damage it may have suffered.

The liability mentioned in the first paragraph is joint and several, and it applies to every officer of the municipal corporation who knowingly becomes party to the illegal act.

Proceedings in declaration of disqualification shall be taken in conformity with articles 838 to 843 of the Code of Civil Procedure; an ordinary action shall be taken to obtain compensation for loss or damage. Such recourses may be exercised by any ratepayer. »

3. Section 25 of the said act, amended by section 6 of chapter 55 of the statutes of 1965 (1st session) and by section 5 of chapter 65 of the statutes of 1975, is again amended:

(a) by replacing the word "approved" in the third line of the second paragraph by the words "previously authorized";

(b) by replacing the word "municipality" in the tenth line of the third paragraph by the words "municipal corporation".

4. Section 43b of the said act, enacted by section 5 of chapter 49 of the statutes of 1968 and replaced by section 7 of chapter 65 of the statutes of 1975, is again replaced by the following:

« **43c.** The provisions of this act applicable to a municipality declared in default under Division v apply, *mutatis mutandis*, to every municipality placed under the control of the Commission by this division or by any other legislative provision; such provisions are

Joint and several liability.

Proceedings.

R.S., c. 170, s. 25, am.

Id., s. 43b, replaced.

Where municipality placed under Commission control.

disposition législative; ces dispositions sont applicables à compter de la date de cet assujettissement.»

applicable from the date of such placing under control.”

S.R.,
c. 170,
a. 43c,
renumé-
roté.

5. L'article 43c de ladite loi, édicté par l'article 1 du chapitre 49 des lois de 1971, est renuméroté «43b».

5. Section 43c of the said act, enacted by section 1 of chapter 49 of the statutes of 1971, is renumbered “43b”.
R.S.,
c. 170,
s. 43c, re-
numbered.

Membre de
la Commis-
sion en
fonction.

6. Nonobstant l'article 5 de la Loi de la Commission municipale, tout membre de la Commission, en fonction à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, qui a atteint avant cette date ou qui atteint par la suite l'âge de la retraite obligatoire avant qu'il ne se soit écoulé dix ans depuis sa dernière nomination à titre définitif ou depuis la date où il est devenu membre de la Commission par l'effet de l'article 164 de la Loi de la qualité de l'environnement (1972, chapitre 49), demeure en fonction jusqu'à l'expiration de cette période de dix ans.

6. Notwithstanding section 5 of the Municipal Commission Act, every member of the Commission holding office at the date of the coming into force of this act and reaching compulsory retirement age before or after such date and before the expiration of ten years from his last permanent appointment or from the date of his becoming a member of the Commission by effect of section 164 of the Environment Quality Act (1972, chapter 49), shall remain in office until the expiration of such period of ten years.
Members
of the Com-
mission
holding
office.

Démission.

Il peut cependant remettre sa démission en tout temps dès qu'il a ou qu'il atteint l'âge de la retraite obligatoire. Dans ce cas, pour les fins du calcul de sa pension, il est censé avoir exercé ses fonctions pendant dix ans suivant sa nomination, avec le même traitement admissible que celui qu'il reçoit au moment de sa démission.

Such member may, however, resign at any time after reaching compulsory retirement age. In such case, for the purposes of computing his pension, he is deemed to have held office for ten years from his appointment, with the same pensionable salary as that he is receiving at the time of his resignation.
Resigna-
tion.

Entrée en
vigueur.

7. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

7. This act shall come into force on the day of its sanction.
Coming
into
force.